

Jean-Jacques Wunenburger

Santé publique, biopouvoir, gestion sanitaire des populations

PUBLIC HEATH, BIOPOWER, SANITARY CARE OF THE POPULATION

Abstract: Since Antiquity, starting with Plato's proposition for an ideal state, a series of philosophers, political thinkers and policy-makers have fostered a model of the State in which the government is able to control both the will and the bodies of the citizens. This project, as Michel Foucault has shown, has been endorsed and developed in modern times. Contemporary governments have sought a way of organising the complete control of life: from birth to death, throughout one's lifetime. This is how politics have evolved into "Biopolitics" and "Biopower". With the recent pandemic of COVID 19, this tendency has reached its peak, leading to the emergence of a global transhumanist civilization.

Keywords: Public Health; Population Control; Biopower; Transhumanism; Covid.

JEAN-JACQUES WUNENBURGER

Université Jean Moulin, Lyon 3, France
jean-jacques.wunenburger@wanadoo.fr

DOI: 10.24193/cechinox.2024.46.03

La relation médicale consiste d'abord en une relation personnelle entre un malade et un thérapeute¹. Qu'advient-il de la médecine (et pas seulement de l'assurance sociale) lorsqu'elle entre dans la sphère publique et engage également l'État ? Qu'en est-il de la « santé publique » ? S'agit-il d'une amélioration de la médecine individuelle, d'une extension inter-individuelle, d'une substitution du collectif à l'individuel avec ses bénéfices et risques, ou d'une emprise excessive, dangereuse du collectif sur la liberté ? Si le politique laisse rarement chaque citoyen, libre de son corps, sans lui imposer de contrôle ni de normes (qui serait un modèle libéral voire libertaire où l'État assume le minimum de missions²), il a souvent été tenté de prendre totalement en charge l'individu en le soumettant à une politique sanitaire et hygiéniste (le politique devient une science de la vie et pas seulement des volontés et des intérêts, rendant possibles les États utopiques et totalitaires depuis Platon). Cette dernière option de santé publique (manifeste lors de la récente pandémie) a amené à poser l'hypothèse d'un « bio-pouvoir », récemment remis en scène par Michel Foucault, qui implique non

seulement une emprise excessive du politique mais aussi une prétendue optimisation des techniques de soin réputées plus efficaces lorsqu'elles sont mises en œuvre dans des collectifs.

1. Le modèle de la santé publique : la gouvernementalité des corps

Dès l'antiquité grecque, la transformation de la médecine comme relation interindividuelle entre patient et soignant, en médecine d'Etat est inséparable de l'émergence d'une utopie politique, c'est-à-dire d'un modèle idéal d'une société parfaite où les normes de santé, pureté, hygiène sont imposées au corps politique. En ce sens les propositions de Platon sur les lois qui doivent régir la Cité idéale (*kalipolis*) constituent un premier prototype de modèle biopolitique, critiqué plus tard par son disciple Aristote au nom de la démocratie. Platon le premier propose en effet d'introduire un communisme des biens et des personnes dans la famille, de sélectionner les êtres « bien nés », ancêtre de l'eugénisme, même si les propositions semblent parfois limitées au seul plan des soldats et défenseurs de la Cité³.

En effet pour Platon (*République* et *Lois*), « quiconque a reçu la garde d'un troupeau (Berger, bouvier, éleveur de chevaux ou toute autre personne de ce genre) n'entreprendra jamais de s'en occuper avant d'avoir purifié chaque troupeau par l'espèce de purification qui lui convient. Séparant les bêtes qui sont saines de celles qui ne le sont pas, celles qui sont de bonne race de celles qui ne le sont pas, il renverra les secondes dans d'autres troupeaux et il s'occupera des premières en considérant qu'il serait vain et inutile de

faire des efforts pour un corps et pour des âmes que leur naturel et un mauvais élevage ont corrompu et qui en outre ruinent ce qu'il y a de sain et de bon dans les mœurs comme dans les corps de chacune des bêtes du troupeau et qu'il serait fatal de ne pas purifier le troupeau dont il a présentement la garde. ... lorsqu'il s'agit des hommes il est du plus sérieux intérêt pour le législateur de rechercher et d'exposer avec soin il convient de faire en chaque cas pour cette purification comme pour les autres mesures à prendre (*Lois*, 735 a et b).

Plusieurs siècles plus tard (à partir des épidémies médiévales, analysées par Michel Foucault) la modernité européenne va de plus en plus étendre le contrôle de la santé à la totalité du corps social : en période de l'émergence d'un danger maximal (épidémies) ou à propos de la condition de vie des travailleurs salariés (manufactures puis usines) soumis à des conditions de vie déplorables et antihygiénique). L'Etat moderne englobe peu peu, sous la pression du capitalisme, dans sa rationalité une gestion sanitaire qui va culminer avec l'injonction salutaire : « surveiller et punir », exclure, enfermer. La modernité va alors instituer la priorité faite à une santé publique qui contrôle et corrige les corps et les âmes⁴.

2. Les pratiques intrusives de la politisation de la vie

Sous quelles formes se fait cette intrusion dans la vie des populations ?⁵. L'Etat n'a pas seulement à exercer des responsabilités régaliennes (police et armée, justice et droit, fiscalité) mais doit s'immiscer dans la santé au-delà des volontés individuelles pour garantir la santé du corps collectif

entier. Cette intervention apparaît comme concentrée à trois moments de la vie :

La naissance : face à la démographie spontanée résultat des relations sexuelles, l'État veut corriger, directement ou indirectement par son autorité politique la reproduction naturelle, en contrôlant les naissances voire en les programmant pour les maximiser : ainsi il peut, dans les utopies du XVI^{ème} siècle, imposer aux relations sexuelles des moments favorables (*kairos*) du point de vue cosmologique (astrologique, chez Campanella), des rites sexuels (contraception, planning familial) et en cas d'échec, inciter à éliminer les excédents (du genre féminin par exemple) ou des jeunes enfants mal nés (handicapés). L'infanticide peut devenir ainsi une pratique individuelle autorisée ou recommandée par l'État (Rome antique, Inde de nos jours encore, etc). Plus récemment la procréation médicalement assistée (PMA), générée par les progrès de la maîtrise de la fécondation, donne naissance à de nouvelles législations permissives sur des formes de reproduction émancipées des modèles traditionnels. Si l'État n'impose pas de modèle de famille, sa volonté de multiplier les modèles d'union illustre l'immixtion croissante du bio-pouvoir dans la société actuelle (voir l'enfant unique dans la Chine maoïste).

La mort : il s'agit là de maîtriser la mort en la contrôlant, en en diminuant l'agonie, en la provoquant et en l'accéléralant. Si des individus, groupes ou communautés ont toujours encadré les personnes mourantes dans leurs vécus, dans le monde contemporain c'est bien l'État qui institue des législations autorisant de nouvelles normes sur les fins de vie, comme l'illustrent les débats législatifs actuels). Tel est le cas des lois sur

l'euthanasie active, sur le suicide assisté, sur la fin de vie sans acharnement thérapeutique, qui sont entérinés un peu partout par les évolutions du droit, etc.

Au fil de la vie : l'État impose de plus en plus des normes d'hygiène et de prophylaxie lors des épidémies, organise une assistance médicale pour les démunis et vulnérables, impose des examens de santé collectifs (dépistage, prévention), prévoit des sanctions et répressions des états déviants ou morbides (drogues, tabagisme), etc. L'individu est donc de moins en moins libre de veiller à sa santé, de choisir des conduites de vie, et doit se soumettre à des règlements coercitifs. Tel est devenu le cas de la vaccination, qui est imposée comme une obligation aux citoyens, surtout des enfants, au nom d'un intérêt collectif, de la protection de la santé du plus grand nombre⁶.

Ces pratiques impliquent :

Que le politique s'étende à présent à une compétence médicale : ainsi advient le règne du prince-médecin, ou du médecin qui usurpe l'autorité du prince, ouvrant ainsi la porte à une confusion des statuts et des rôles.

La collectivisation des sujets vivants : le corps de chacun ne lui est plus « propre » (une « possession » garantie par les droits de l'homme), mais se voit soumis à une étatisation des corps, qui appartiennent donc à l'État : exemple à l'occasion des dons d'organe, lors des greffes, il faut en France, exprimer préalablement son refus du don car il est considéré comme un bien de l'État. Donc le politique entraîne une délégitimation de l'individualité incarnée, une limitation des Droits de l'Homme, au nom d'un droit de l'État à exercer sa souveraineté sur les corps⁷.

3. L'évolution moderne du contrôle sanitaire politique a fini par prendre des formes à contraintes croissantes :

La santé publique (qui relève d'un Ministère) porte d'abord sur la salubrité et l'hygiène de vie des populations, une attitude préventive censée protéger les individus et les familles des pathologies. L'Etat prend alors des mesures collectives destinées à limiter les risques liés à la liberté individuelle (sécurité automobiles, tabagisme etc). De nos jours cette mission tend à s'appliquer aussi aux contrôles de l'environnement qui se révèlent de plus en plus sources de maladies (pesticides, perturbateurs endocriniens, radiations 5G, etc). Ces missions font appel à des moyens médiatiques de sensibilisation, à la publicité voire propagande (Bernays), à des manipulations des esprits (peur, etc.), de nos jours par l'éducation à la santé.

Dans un deuxième temps, l'Etat met en place des politiques de contrôle sanitaire, avec des tests, des bilans, pour dépister à l'avance des pathologies, plus ou moins contraignants, avant des émissions d'injonctions ciblées pour interdire tel ou tel comportement à risques.

Enfin mise en place d'une normalisation du vivant, afin d'éviter des handicaps, des maladies héréditaires ou incurables pour l'instant (tests génétiques durant la grossesse). Cet eugénisme (faire naître des enfants conformes à un idéal) est devenu une politique publique aux USA (Cf. P. Tort) dès la fin du 19^e siècle, reprise par le régime nazi allemand, qui revient de nos jours dans la PMA et la médecine prénatale (avec diagnostics pré implantatoires, réparation de gènes, choix de gènes dans banques de données privées, etc.) On glisse ainsi vers une société totalitaire qui choisit

les élus parmi les vivants, en éliminant ceux qui ne sont pas conformes aux normes ou aux désirs.

Le paroxysme de la biopolitique contemporaine a été atteint lors la crise de la pandémie de la Covid en rendant opérationnelle une réticulation privé-public hygiéniste. Celle-ci est favorisée par des conditions socio-économiques nouvelles :

- Nouveauté de la montée en puissance de l'industrie pharmaceutique privée qui dicte sa logique productiviste au politique : contrat global européen, conflit d'intérêt entre parties prenantes, création (expérimentale) de marchés et de ressources capitalistiques. L'obligation sanitaire est une forme d'investissement financier lucratif privé, sur fond d'influences et de corruption fréquentes⁸.

- Nouveauté du capitalisme de surveillance facilité par des technologies de traitement de « big data » (Microsoft détient les fichiers de santé des français mis à disposition par l'Etat), de contrôle des risques et comportements, de traçage et profilage. Cette orientation a permis de développer une médecine numérique, qui échappe dès lors au contrôle individuel. Ainsi se développe une télé-médecine sans contact, qui va déshumaniser l'art du soin et transférer des techniques de prévention et de soin à des algorithmes et des plateformes numériques.

- Avancée du mouvement du transhumanisme : il désigne un mouvement capitalistique qui ne veut pas seulement soigner occasionnellement mais transformer à l'aide des biotechnologies, de l'informatique et des nanotechnologies le vivant en modifiant ses propriétés : le rendre invulnérable, plus performant, immunisé

devant la malade et même la mort. Les actuels programmes transhumanistes d'origine américaine, deviennent une véritable idéologie-mythologie scientifique qui veut mettre les NBIC au service d'une nouvelle espèce mutante⁹. Non seulement il s'agit de raffiner les performances du vivant par des connexions et des prothèses, mais il sera possible à terme de remplacer le cerveau biologique par une Intelligence artificielle (IA), qui elle-même connectée et interconnectée assurerait des fonctions de développement des vivants humains et autres, sans échecs ni violences ni inégalité. Le transhumanisme non seulement parie sur la substitution à la complexité du vivant des performances complexes des machines, mais il charge ces biotechnologies, et ces androïdes, de réaliser des fins précédemment attendues par des humains, mais qu'ils ne pouvaient atteindre. L'homme bionique est donc présenté comme une des figures d'accomplissement du désir humain, mais sans recourir aux attributs limités de l'homme. Ainsi passe-t-on d'un humanisme accompli à un humanisme dépassé,

l'intervention artificielle étant destinée à remplacer le vivant. Dans les expressions les plus prophétiques le transhumanisme prédit et promet la disparition de la mort et l'accès de l'homme à l'immortalité. Si les courants dominants demeurent marqués par un héritage démocratique voire libertarien, il est à craindre que les performances attendues de cette prise en main scientifique des vies individuelles ne favorise *in fine* des programmes hybrides (Etat et entreprise, société de conseils et industriels) qui encadrent et gèrent (sur le modèle du « management ») la vie des populations.

Ainsi on vient d'assister à l'émergence d'une nouvelle utopie, nommée « Great reset » (Davos)¹⁰, autour d'un État mondial virtuel, sans frontière, sur fond d'une politique de Gestion (Management, gouvernance) des corps (Bill Gates) et des esprits qui veut annihiler toute liberté individuelle dans le souci de soi d'un vivant. Comment de nos jours résister à ces dérives et rétablir un équilibre entre liberté et soumission lorsqu'il s'agit de notre santé ?

BIBLIOGRAPHIE

- Crigon, Claire et Gaille, Marie, *A qui appartient le corps humain ? Médecine, politique et droit*, Les Belles lettres, 2004.
- Hayek, F. A., *La route de la servitude*, PUF, 2013.
- Jourland, Gérard, *Hygiène et salubrité publique en France au XIX^{ème} siècle*, Gallimard, 2020.
- Kennedy, Robert F., *Anthony Fauci, Bill Gates, Big pharma, leur guerre mondiale contre la démocratie et la santé publique*, Résurgence, 2021.
- Mucchielli, Laurent, *La doxa du Covid*, Tome 1: Peur, santé, corruption et démocratie ; Tome 2 : Enquête sur la gestion politico-sanitaire de la crise du Covid, Paris, ÉOLIENNES, 2022.
- Orobon, Frédéric, *Santé publique et liberté individuelle*, Paris, La Fondation Varennes, 2013.
- Schwab, Klaus et Malleret, Th., *Covid 19. La grande réinitialisation*, Forum publishing, 2020.
- Wunenburger, Jean-Jacques, « Platon ancêtre du totalitarisme ? Quelques interprétations contemporaines », in A. Nesche Hentsche (dir.), *Images de Platon et lectures de ses œuvres*, Ed. Peters, 1997.

NOTES

1. Cet article reprend et développe quelques idées présentées dans un autre texte : Jean-Jacques Wunenburger, «L'épidémie Covid-19, une nouvelle étape des politiques de la vie», in *Metabasis.it*, no. 34, year XVII, November 2022, https://www.metabasis.it/articoli/34/34_Wunenburger.pdf.
2. Voir F.A. Hayek, *La route de la servitude*, PUF, 2013.
3. Voir J.-J. Wunenburger, voir « Platon ancêtre du totalitarisme ? Quelques interprétations contemporaines » in A. Nesche Hentsche (dir.), *Images de Platon et lectures de ses œuvres*, Ed Peters, 1997.
4. Voir la montée en Europe de l'hygiénisme dans le monde industriel du XIXème siècle : Gérard Jourland, *Hygiène et salubrité publique en France au XIXème siècle*, Gallimard, 2020.
5. Cette idéologie est déjà préparée par la littérature utopienne depuis la Renaissance (Campanella)
6. Voir le dossier in Frédéric Orobon, *Santé publique et liberté individuelle*, Paris, La Fondation Varennes, 2013.
7. Voir Claire Crigon et Marie Gaille, *A qui appartient le corps humain ? Médecine, politique et droit*, Les Belles lettres, 2004.
8. Parmi un grand nombre de témoignages : Robert F. Kennedy, *Anthony Fauci, Bill Gates, Big pharma, leur guerre mondiale contre la démocratie et la santé publique*, Résurgence, 2021. Laurent Mucchielli, *La doxa du Covid*, Tome 1: Peur, santé, corruption et démocratie ; Tome 2 : Enquête sur la gestion politico-sanitaire de la crise du Covid, Paris, EOLIENNES, 2022.
9. Le transhumanisme date des années 1980 lors de la gestation d'un mouvement à Los Angeles (Max O'Connor, puis Nick Bostrom et James Hughes.). Il est né de la convergence des NBIC et veut progressivement teinter ses objectifs d'un prophétisme eschatologique : une humanité heureuse et pacifiée.
10. Klaus Schwab et Th. Malleret, *Covid 19. La grande réinitialisation*, Forum publishing, 2020.